

Conférence de Nicolas Baverez du samedi 30 janvier 2010

Nicolas Baverez économiste de sensibilité libérale mais aussi historien et spécialiste de droit public est un essayiste français (né en 1961) reconnu par de nombreuses institutions. Il est venu nous présenter cette conférence sur le thème :

« **crise de la mondialisation et transformations du capitalisme au XXI^e siècle** ».

Le thème de cette conférence fait écho à la parution de son dernier essai en 2009 : Après le déluge. La grande crise de la mondialisation (Editions Perrin).

Il nous présenta tout d'abord la notion de crise (issue du grec ancien « krisis » qui signifie : le point décisif de la maladie ; après ce point, la santé de la personne s'arrange). La crise est donc le point culminant d'un événement. Dans le contexte de cette conférence il s'agit bien de la crise économique actuelle.

Il rappela ensuite que le XXI^e siècle constituait d'après lui celui de la mondialisation et de l'universalisation du capitalisme.

D'après lui une crise n'est pas nécessairement négative car la mutation des systèmes économiques ne peut s'effectuer qu'à la suite d'une crise.

Il divisa son raisonnement en trois parties : la première dans laquelle il rappelle l'origine et l'émergence du système de mondialisation, la deuxième dans laquelle il explique les causes et les caractéristiques de la crise actuelle et dans un troisième temps il réfléchit aux éventuelles solutions qui permettraient de sortir de cette crise ; des solutions à la fois sur le plan conjoncturel et sur le plan structurel.

Le début de la mondialisation est caractérisé par différents événements importants, qui marquent précocement, dès le début des années 1980, l'entrée dans le XXI^e siècle économique et politique.

D'une part, l'arrivée de Paul Volker à la tête de la FED (Federal Reserve, la banque centrale des Etats-Unis) en 1979 est un événement primordial : la politique monétariste, en liaison avec la libéralisation des marchés financiers, marque la fin des politiques keynésiennes d'abondance de monnaie. La priorité devient la lutte contre l'inflation. Cette politique monétaire s'accompagne d'innovations financières qui vont jouer un rôle important dans l'émergence de bulles spéculatives. Cette politique monétaire s'inscrit dans un cadre plus large, car structurel, de politiques libérales (démantèlement des monopoles, remise en cause de l'intervention de l'Etat, libéralisation des marchés et ouverture des frontières). C'est la fin du compromis fordiste et des politiques keynésiennes. Le tout cristallisé en la personne du président Reagan. Son alter ego est Margaret Thatcher au Royaume-Uni qui va réformer en profondeur le système économique pour le libéraliser au maximum.

D'autre part, la chute du mur de Berlin qui va engendrer l'effondrement du système communiste soviétique ; il n'existe dès lors plus de modèle alternatif au capitalisme.

Cependant, la révolution iranienne de 1979, met la religion au premier plan.

Autre tendance lourde de cette période : la modernisation de la Chine. Elle représentait 3% du PIB mondial en 1975 pour arriver aujourd'hui au deuxième rang mondial (en Parité de Pouvoir d'Achat).

Au cours des années 1980, se construisent donc les éléments fondateurs de la mondialisation libérale. Mais ce modèle contient des éléments de fragmentation qui lui sont propres : opposition entre économie financière et réelle, entre pays émergents et développés, différences de cultures.

En mars 2001 se déroule un krach boursier des « valeurs internet », auquel s'ajoutent les attentats du 11 septembre. Afin de soutenir l'activité, les autorités monétaires décident, malgré leur orientation toujours monétariste, de baisser les taux d'intérêt. Cette décision est justifiée par la très faible inflation du début des années 2000 (résultat attendu de 20 ans de monétarisme). Mais cet « argent facile », associé aux innovations financières qui permettent de le véhiculer avec aisance et opacité, engendre des bulles spéculatives (déconnexion entre la finance et l'économie réelle), facteurs d'instabilité. Cette instabilité va perdurer jusqu'en 2007, lorsque les bulles vont éclater. Le nom d'Alan Greenspan, alors président de la FED est attaché à cette période. Il y a implosion d'une bulle quand les taux d'intérêt remontent pour devenir supérieurs à la rentabilité des actifs. Ici se trouvent les prémices de la crise actuelle.

Ce qui va permettre d'enchaîner sur sa **deuxième partie : les causes de la crise actuelle.**

Il y a trois causes distinctes à cette crise :

En premier lieu, l'émission incontrôlée et dérégulée de monnaie : les taux d'intérêt devenus très faibles depuis 2001, favorisent l'accès excessif à la propriété immobilière, engendrant un manque de solvabilité et l'effondrement de la valeur des crédits titrisés (subprimes). Il y a donc des erreurs de politique monétaire, auxquelles s'ajoutent des innovations financières dangereuses. C'est « la bulle du crédit » qui a conduit à la « bulle immobilière ».

En deuxième lieu, la création de bulles spéculatives liée à l'augmentation artificielle du prix des actions de certaines entreprises : c'est la « bulle du rachat d'entreprise par endettement ». Les faibles taux d'intérêt permettent là aussi le rachat d'entreprises entre elles en faisant jouer l'effet de levier.

En troisième lieu, « la bulle des matières premières » : augmentation de leurs prix sous l'effet conjugué de l'effet de rareté et de la spéculation, ici encore permise par les instruments financiers sophistiqués.

Enfin le modèle de mondialisation existant est lui-même en cause : il apparaît un déséquilibre structurel entre deux catégories de pays. D'un côté ceux qui s'endettent et importent pour consommer (Etats-Unis, Irlande, Royaume Uni, Espagne). De l'autre, ceux qui accumulent les réserves de changes, car ils exportent beaucoup et ne consomment pas assez ; il en résulte une épargne très abondante (Chine, Allemagne et Corée du Sud).

La dette des uns est donc financée par les excédents des autres (notamment chinois).

La chute du système est consacrée par la faillite de la grande banque d'affaires américaine Lehman Brothers, le 15 Septembre 2008.

Ce ne sont donc plus les USA qui régulent l'ensemble de l'économie mondiale ; ils deviennent une « puissance relative ». Le capitalisme est donc multipolaire, et se déplace, pour les raisons déjà évoquées, vers l'Asie. Ce faisant, le lien historique entre capitalisme et démocratie semble se rompre.

Le risque majeur de cette crise est la déflation par la dette ; avec l'éclatement des bulles, c'est la course au désendettement, ce qui produit l'effet inverse : baisse de l'activité des entreprises qui cherchent à se désendetter, montée du chômage et baisse de la demande, chute des prix... C'est la spirale déflationniste. En cela, la crise récente s'apparente à celle de 1929, plus qu'à toute autre (très différente de la

stagflation des années 1970, notamment).

Comment alors faire face à ce choc, en tirant les leçons du passé ?

On arrive donc à la **troisième partie** de la conférence, sur **les solutions de sortie de crise**.

Dans l'urgence, tous les gouvernements, appuyés par leurs autorités monétaires, ont injecté des liquidités afin d'assurer le refinancement du système bancaire, et ainsi d'éviter sa faillite. Les taux d'intérêt ont été à nouveau abaissés par les banques centrales (sauf par la BCE, dans un premier temps, toujours méfiante devant l'éventualité d'encourager l'inflation). L'autre instrument utilisé a été celui du budget, avec la mise en place d'importants plans de relance. La politique conjoncturelle fut donc keynésienne.

Nous avons donc réussi à court terme à tirer les enseignements des crises précédentes (1929 avec l'insuffisance de liquidités et le protectionnisme). Mais la sortie de crise en elle-même requiert des mesures structurelles de grande ampleur. C'est ainsi que la création du G20, visant à élaborer une gouvernance financière mondiale, a permis d'empêcher un protectionnisme généralisé. Un plan de 5000 milliards de dollars a été mis en place par cette institution. Le rôle du FMI a été revalorisé et les paradis fiscaux dénoncés. Faut-il encore que ces mesures s'appliquent concrètement. Le champ de compétence du G20 semble en réalité trop restreint : il ne concerne pas directement le système bancaire ; c'est pourquoi B. Obama vient de proposer un plan consistant en la réduction de la taille des banques (afin d'éviter le « too big to fail »), et l'interdiction de la spéculation pour leur propre compte ou celui des hedge funds.

D'après Nicolas Baverez nous sommes sortis de la récession mais pas de la crise, il reste encore à éviter quelques faux pas : les taux d'intérêt une fois l'urgence passée devraient faire l'objet d'une remontée volontaire par les banques centrales (notamment la FED) afin de ne pas créer de nouvelles bulles. L'autre écueil est selon lui la recréation d'un capitalisme d'Etat avec des soutiens sectoriels ; cela revient à faire cohabiter des entreprises dans des situations différentes, et donc nuisibles. Nicolas Baverez emploie d'ailleurs la célèbre citation « La seule chose que nous ayons à craindre c'est la peur elle-même ». Pour lui, il faut que les pays mettent en place des régulations communes mais sans tourner le dos au libéralisme qui est pour lui la véritable solution structurelle à la crise.

Posent également problème les déséquilibres globaux entre pays évoqués plus haut, et qui devront être résolus à terme ; concrètement la sous-évaluation du Yuan et sa non convertibilité facilite le commerce chinois et l'importante épargne de ce pays.

Pour **conclure**, sont envisagées trois possibilités pour la mondialisation à venir :

- ce qui serait positif : une mondialisation régulée par une gouvernance mondiale (G20, OMC, sommets environnementaux)
- un blocage, avec retour au protectionnisme
- une mondialisation fragmentée en grands pôles régionaux, avec mélange de coopération et d'affrontement entre ces grands pôles.

Nicolas Baverez a ensuite répondu aux différentes questions qu'ont posées les élèves.

La suite de la conférence était donc davantage interactive.

